

Les fonds « slaves » de la BDIC (La Contemporaine) : collecter la contre- documentation des exils et des dissidences de « l'Est » (1917-1991)

SOPHIE CŒURÉ

L'actualité invite à revisiter l'histoire des patrimoines détruits, spoliés, mais aussi sauvés par l'exil et créés dans l'exil politique. En France, l'histoire des fonds « slaves » des bibliothèques de 1917 à la disparition de l'URSS et des régimes communistes en Europe a longtemps été discrète et discontinuée¹. Trois pôles émergeaient à la veille de la Première Guerre mondiale. Les deux plus anciens étaient, d'une part, des bibliothèques généralistes collectant des manuscrits, des ouvrages et périodiques publiés au centre et à l'Est de l'Europe jusqu'en Russie et donnant au mot « slave » un sens extensif correspondant à la carte mentale géopolitique de l'époque, comme la Bibliothèque nationale de France (BnF) ou la Bibliothèque nationale universitaire de Strasbourg (BNU). D'autre part, des bibliothèques se spécialisaient

1. Mes remerciements vont à Franck Veyron, responsable du Département des archives à La Contemporaine et aux anciennes et anciens du Service slave de la BDIC – La Contemporaine. Cet article est dédié à la mémoire d'Hélène Kaplan (1928-2017).

dans la recherche et l'enseignement en slavistique, organisées par langues et articulant la dimension intellectuelle et la dimension politique de la discipline, comme la bibliothèque de l'École des langues orientales vivantes. Au XIX^e siècle apparurent de premières institutions privées parisiennes, dédiées à préserver la mémoire de l'exil politique ou national : la Bibliothèque polonaise (1838), la Bibliothèque Tourguenev (1875), et la Bibliothèque slave fondée par Ivan Gagarine, diplomate russe converti au catholicisme et devenu jésuite. Qu'elles fussent nationales, universitaires ou encore municipales, les bibliothèques publiques pouvaient acquérir ou recevoir par don des collections privées, souvent à l'origine de leurs fonds cotés comme « russes » ou « slaves » et intégrant des manuscrits, des correspondances et des publications produits par des exilés politiques ou les concernant. Cependant, ces institutions ne collectaient alors pas spécifiquement cette documentation, qui entre ainsi davantage dans l'histoire du patrimoine des diasporas étrangères en France.

C'est pourquoi le rôle que joua, dès sa création en 1917, la Bibliothèque et musée de la guerre (BMC) puis Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC), qui deviendra en 2017 La Contemporaine – Bibliothèque, archives, musée des mondes contemporains (LC), fut et demeura singulier. Cet article propose de placer la focale sur l'activité du Service slave et de ses transformations successives, de 1917 à la disparition de l'URSS et des régimes communistes en Europe, en articulant les différentes échelles des politiques et des connexions documentaires, de la collecte à la conservation et au classement. Il doit beaucoup aux fonds et aux collections tels que repérés par le programme de recherche DISSINVENT (DISSidences de l'Est en exil : INventaire, histoires, pratiques documentaires) en 2020-2022, et s'achèvera par les réflexions sur la conscience documentaire des exils que ce projet a ouvertes². La manière dont on interprète cette collecte influe sur les notions employées. Ainsi, nous avons retenu le terme large d'exils et de dissidences, qui désigne les producteurs de cette documentation comme des émigrés, en fuite ou bannis hors de la Russie soviétique puis du « bloc de l'Est », pour des raisons surtout poli-

2. Sophie Coeuré & Valérie Tesnière (éd.), « DISSINVENT. Dissidences de l'Est en exil : inventaire, histoire, pratiques documentaires », dossier de *Matériaux pour l'Histoire de notre temps*, 145-146, 2022.

tiques, mais aussi nationales ou religieuses, sans présupposer de logique linguistique telle que la russophonie³.

Du Service slave au Département URSS-Europe de l'Est de la BDIC dans l'Europe de la longue guerre froide

Comment le « fonds russe » puis « slave » se développa-t-il aux origines de la Bibliothèque de la guerre pour devenir, selon l'expression même de Pierre Renouvin, « l'assise la plus solide de l'établissement⁴ » ? La Bibliothèque-Musée de la guerre était née du don à l'État en 1917 de la collection privée d'un couple de riches industriels, Louise et Henri Leblanc, convaincus de la nécessité de collecter, dès les débuts de ce qui allait devenir la Première Guerre mondiale, toute la documentation disponible sur les causes du conflit et son développement. Installée au Château de Vincennes en 1925 et, devenue BDIC, elle fut rattachée à l'Université de Paris dans les années 1930. La BMC se caractérisait d'emblée par une double originalité : premièrement par ses missions de bibliothèque et établissement scientifique se voulant « laboratoire » de recherche et lieu d'éducation par les expositions ; deuxièmement par la démarche qui consistait à recueillir des matériaux en réaction à l'événement lui-même, et non par une vocation à documenter une région ou une langue.

La Bibliothèque-musée, documentant la guerre mondiale en cours puis élargissant son champ de collecte sous l'impulsion de Pierre Renouvin, fondateur de l'école française d'histoire des relations interna-

3. Le projet européen COURAGE a préféré le terme de « cultural opposition ». Voir la discussion des termes de « collections abroad » et « diaspora collections », in Balázs Apor, Peter Apor & Sándor Horvath (éd.), *The Handbook of COURAGE. Cultural Opposition and its Heritage in Eastern Europe*, 2019, <http://cultural-opposition.eu/activities/handbook/>. Sur l'exil russophone, voir François Allisson & Alexei Evstratov (éd.), *Bibliothèques en dehors de l'Empire : institutions et pratiques culturelles de l'exil russophone (1870-1956)*, ILCEA, 56, 2024, <https://journals.openedition.org/ilcea/20388>.

4. Wladimir Bérélowitch, « Aux origines du fonds russe de la BDIC », *La lettre de l'association des amis de la BDIC & du musée*, 10, octobre-décembre 1983, p. 7-9 ; Sophie Coeuré, « Documentation et géopolitique : la BDIC de la Russie à l'URSS et retour (1917-1991) », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 100, 2011, p. 21-31 ; Sofia Papastamkou, « Les collections de la BDIC sur les exilés et les dissidents de l'Europe de l'Est pendant la Guerre froide », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, 38-2, 2013, p. 133-142.

tionales, se tourna immédiatement vers l'empire russe en révolution pour comprendre son impact sur un monde en mouvement. Cette démarche unique en France ne pouvait alors être comparée qu'avec celles de la British Library et des grandes bibliothèques slaves aux États-Unis – bibliothèque du Congrès, d'Harvard et de Columbia, mais surtout Hoover War Library, fondée elle aussi pendant la Grande Guerre à l'Université de Stanford en Californie, devenue, en 1941, la Hoover Institution for War, Revolution and Peace. En raison de la désorganisation de l'empire russe en pleine guerre mondiale puis civile et des difficultés de communication en Europe, le directeur de la BMC Camille Bloch eut recours, avec l'appui diplomatique et logistique du ministère des Affaires étrangères, à la pratique des missions, alors plus fréquente pour les collectes archéologiques et anthropologiques que pour les bibliothèques et les archives. Deux correspondants déjà sur place furent à l'origine d'une première collecte : André Mazon, alors jeune secrétaire de l'École nationale des langues orientales, officier du chiffre puis membre du bureau de renseignement de l'Armée d'Orient et Joseph Berthelot, baron de Baye, archéologue et collectionneur en relation de longue date avec la Russie. Les deux hommes furent soupçonnés d'espionnage, arrêtés par les bolcheviks avant d'être rapatriés vers la France respectivement en 1919 et 1920⁵. Mazon et de Baye étaient pionniers dans leur intérêt pour les tracts et journaux éphémères, parfois ramassés à même la rue, pour les cartes postales, « l'iconographie populaire », et les affiches arrachées des murs. Ils venaient conforter la singularité de la collecte initiale du couple Leblanc, curieux de tout témoignage de la guerre, de la presse aux maquettes et dessins, « dans le respect des opinions les plus diverses ».

Les « fonds russes » furent ainsi à l'origine de ce qui devient le Service slave, puis la Section Europe centrale et orientale, et enfin, à la fin du XX^e siècle, le Département URSS-Europe de l'Est de la BDIC. La structure administrative de la bibliothèque s'éloignait ainsi d'une logique linguistique « slave » pour s'inscrire dans une géopolitique de l'expansion de l'Union soviétique dans les frontières de l'ancien em-

5. Lidwine Warchol, « La Première Guerre mondiale dans la construction intellectuelle d'André Mazon », *Revue des études slaves*, xc, 1-2, 2019, p. 285-303 ; Olga Danilova, « Le baron de Baye et la première collection russe de la bibliothèque-Musée de la Guerre », in Carole Ajam, Alain Blum, Sophie Coeuré & Sabine Dullin (éd.), *Et 1917 devient révolution*, Paris, Seuil – BDIC, 2017, p. 162-194.

pire russe, puis au cœur de l'Europe. La logique de « bloc » socialiste retenue après 1945 incluait toutes les démocraties populaires, dont la Hongrie et la Roumanie, et toutes les Républiques de l'URSS, sans aller toutefois plus loin vers l'Asie communiste, comme le fit un moment la Documentation française avec son Centre d'étude sur l'URSS, la Chine et l'Europe orientale créé en 1962. Seule faisait exception la République démocratique allemande, qui demeura liée au Service allemand, malgré le mur de Berlin. Si elle reste débattue en ce qui concerne les ruptures idéologiques et l'organisation des propagandes affrontées, l'idée d'une longue « guerre froide » (le terme s'appliquant rétrospectivement) qui aurait débuté dès les années 1920 avec le « cordon sanitaire » séparant l'Union soviétique du reste de l'Europe, permet de souligner la dimension durable d'un affrontement politique et culturel aux multiples aspects et la difficulté des communications en termes de circulations d'imprimés et d'échanges entre bibliothèques. À partir des années 1950, il s'agit pour la BDIC de documenter la guerre froide, cette fois nommée ainsi par les contemporains, selon les lignes directrices de l'établissement centrées sur les relations internationales, les conflits et la paix, les migrations, les circulations juridiques et intellectuelles, sans exclusive de « l'importance extrême accordée aussi à l'étude de la situation intérieure – politique, sociale, régionale et même culturelle⁶ ». Si les États-Partis communistes étaient éloignés par le « rideau de fer » militaire et idéologique, ils étaient aussi reliés à la France par des vagues successives d'exilés, créant des circulations humaines et documentaires sous contrainte⁷.

Documenter « la Russie du dehors » à la BDIC de 1917 aux années 1940

Établissement atypique qui dépendait de l'Université de Paris sans être lié aux activités d'enseignement et de recherche de ses facultés, la BMG puis BDIC recruta ses bibliothécaires dans un cadre encore peu normé par des concours ou des écoles. Les directeurs, archiviste comme Camille Bloch, historiens comme Pierre Renouvin puis Félix

6. Archives de La Contemporaine (LC), fonds du Service slave, non coté, rapport de 1983.

7. Stéphane Dufoix, *Politiques d'exil, Hongrois, Polonais, Tchécoslovaques en France après 1945*, Paris, PUF, 2002. Wojciech Falkowski & Antoine Mares (éd.), *Intellectuels de l'Est exilés en France*, Paris, Institut d'études slaves, 2011.

Debyser, firent appel aux compétences d'intellectuels nés dans l'empire russe ou qui y avaient vécu : Wilfrid Lerat, ancien professeur des lycées impériaux de Saint-Petersbourg chassé par la Révolution ; Alexandra Dolgopolova épouse Dumesnil de Gramont, étudiante aux sympathies socialiste-révolutionnaires, exilée à Paris au début du ^{XX}^e siècle. Dans les années 1930, le philosophe Alexandre Kojève (Kojevnikov) y travailla un jour par semaine, bénéficiant des programmes d'aide aux « chômeurs intellectuels ». La professionnalisation des bibliothèques après 1945 n'interrompit pas le recours à ce vivier : un concours spécial des bibliothèques fut parfois réservé aux langues slaves. Deux lauréates furent affectées à la BDIC : Kyra Sanine puis Hélène Miakotine-Kaplan dont le père, Venedikt Miakotine, historien et homme politique, avait fait partie des intellectuels expulsés par Lénine en 1922 et avait enseigné à Prague et Sofia⁸. La première lauréate de ce concours avait été Sofia Glikman-Toumarkine épouse Laffitte, née à Kyiv, émigrée après la Révolution, docteure ès lettres et fondatrice du Service slave de la Bibliothèque nationale au sortir de la Seconde Guerre mondiale.

La BDIC s'inscrivit alors singulièrement dans un archipel de bibliothèques comprenant des centres communautaires de diverses tendances politiques, comme les bibliothèques slaves d'avant-guerre en France ou en Suisse, la bibliothèque ukrainienne Symon Petlura fondée en 1926 à Paris, les archives et bibliothèque du Parti menchevik à Berlin puis Paris et Amsterdam, la bibliothèque slave de Prague, ainsi que les nouvelles bibliothèques spécialisées qui se développaient dans un cadre universitaire, aux États-Unis surtout, mais aussi en France avec, au centre du réseau, l'Institut d'études slaves⁹. Les correspondances du Service attestent du travail intensif mené pour établir progressivement des contacts avec les instances officielles soviétiques, les « chambres du livre », académies, maisons d'édition et autres bibliothèques. Dans le même temps, les bibliothécaires déployaient une « expertise par analogie » qui faisait appel à leur expérience et à leurs

8. Sophie Coeuré, « Hélène Kaplan », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 125-126, 2017, p. 32-34.

9. Voir *infra* et Sylvie Archaimbault & Pierre Gonneau (éd.), *Paris, 1921 : l'Institut d'études slaves, acteur de la slavistique*, *Revue des études slaves*, XCI, 1-2, 2020, et notamment l'article de Barbara Pueyo, « La bibliothèque de l'Institut d'études slaves. Sur les traces de ses premiers bâtisseurs », p. 83-89.

réseaux, notamment avec l'Office central des émigrés russes, mais aussi avec de nombreuses organisations ukrainiennes en France, en Europe et en Amérique du Nord, et avec d'autres contacts intellectuels et politiques qui restent à explorer, comme ceux de Kojève à travers toute l'Europe¹⁰.

Alexandra Dumesnil et ses collaborateurs contribuèrent également à l'élaboration du fichier « matières » de la BDIC, voulu par Pierre Renouvin pour rendre compte, grâce à des mots clefs méthodiques, des connaissances transverses « théoriques et internationales » (en commençant par les deux guerres mondiales classées en « A »), ainsi que des publications sur chaque pays. On peut y déceler des enjeux politiques dissimulés derrière l'exigence d'intelligibilité et de méthode, qui font écho à la classification de la bibliothèque de l'Institut d'études slaves, « tiraillée entre les exigences de deux conceptions contradictoires, philologique ou territoriale¹¹ ». Si le fichier « national » de la BDIC reconnaissait l'expansion impériale soviétique (incluant successivement les quinze Républiques fédérées à l'URSS), le fichier international mentionnait les résistances nationales en Ukraine et dans les pays baltes parmi les « Questions » par continents et régions (rubrique « X »), puis dans les « démocraties populaires », qui apparurent à la rubrique « E/F politique internationale, questions ».

La collecte de la BDIC resta fidèle à la dynamique de sa création, tout à la fois réactive à l'événement et ouverte à une grande diversité de formes et de supports documentaires. Pour autant, l'arrivée de fonds d'archives dans une bibliothèque publique restait jusqu'aux années 1950 un « accident de parcours », d'autant plus si sa provenance était privée – associations, partis, ou encore militants qui n'avaient pas le prestige artistique ou intellectuel suffisant pour intéresser la Biblio-

10. Dominique Auffret, *Alexandre Kojève*, Paris, Grasset, 1990 ; Raymond Nart, « Alexandre Kojevnikov dit Kojève. Un homme de l'ombre », *Commentaire*, 161-1, 2018, p. 219-228. Fonds Kojève de la BnF, NAF 28320.

11. Xavier Galmiche, « Cotes mal taillées ? La nomenclature de la bibliothèque de l'Institut d'études slaves. Une géopolitique du savoir entre principes et contingences », in *Paris, 1921 : l'Institut d'études slaves, acteur de la slavistique*, op. cit., p. 65-82 ; Valérie Tesnière, « Un laboratoire pour l'histoire contemporaine. Camille Bloch et Pierre Renouvin à la Bibliothèque et Musée de la Guerre », in Laurence Badel (éd.), *Histoire et relations internationales*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2020, p. 65-79. Le fichier peut être consulté ici : <http://lacontemporaine.fr/images/collections/page1418/Fichier%20mthodique%20BDIC.pdf>

thèque nationale¹². Hélène Kaplan en témoigna ainsi : « En fait on acceptait les archives, Madame Dumesnil en a rassemblé beaucoup, mais cela s'appelait "documents", des documents qu'on donnait à la BDIC. On ne pouvait pas acheter des archives (elle se plaignait beaucoup de cela), alors que tous les émigrés qui ont vendu les leurs aux États-Unis étaient intéressés surtout par l'argent¹³ ».

Ainsi, c'est rétrospectivement que l'on peut proposer la notion de « contre-documentation » dans des bibliothèques et centres d'archives envisagés, à la suite de Francis Blouin et William Rosenberg, comme des « institutions de mémoire sociale » : « non pas simplement comme des dépôts historiques, mais comme un complexe de structures, de processus et d'épistémologies situées au point d'intersection critique entre le savoir érudit, les pratiques culturelles, la politique et les technologies », engageant à ce titre non seulement des politiques de conservation, mais des politiques mémorielles liées à l'actualité et à la perception de l'avenir¹⁴. Offrir un refuge aux traces des résistances, des oppositions internes ou des engagements exilés, face à la documentation officielle d'un régime considéré comme non légitime, autoritaire, usant de la censure et de la propagande falsifiée, restait en France avant les années 1960 un geste davantage qu'une politique officiellement formalisée. On trouve cependant les échos de cette réflexion à la BDIC. Dans son introduction au catalogue des fonds russes publié en 1932, Camille Bloch faisait ainsi clairement référence à l'impossibilité « de ne pas tenir compte de l'émigration politique hors frontières ». « Depuis cinquante ans s'est constituée par l'effet de l'émigration politique, une Russie du dehors, très diverse selon les époques, mais dont l'activité a profondément influencé les destinées de la mère patrie »,

12. Voir Albert Poirot, « Les archives dans les bibliothèques : logiques de service ou accidents de parcours ? », *Bulletin des bibliothèques de France*, 2001-2, p. 4-14 ; Emmanuelle Chapron & Fabienne Henryot (éd.), *Archives en bibliothèques (XVI^e-XXI^e siècles)*, Lyon, ENS Éditions, 2023.

13. Témoignage d'Hélène Kaplan par courrier électronique, 2 mars 2011.

14. Francis X. Blouin & William G. Rosenberg (éd.), *Archives, Documentation, and Institutions of Social Memory: Essays from the Sawyer Seminar*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 2006, p. VII et notamment dans cet ouvrage, Ziva Galili, « Archives as Historical Writing. The case of the Menshevik Party in 1917 », p. 443-450.

ajoutait-il¹⁵. Au reste, la sensibilité à la documentation exfiltrée par les exilés politiques ou constituée en France, mais souvent absente du dépôt légal par désintérêt des bibliothèques ou par méfiance des éditeurs militants, ne concernait pas seulement l'Union soviétique, mais aussi les régimes fascistes et nazi. Elle fut mise à l'épreuve pendant la Seconde Guerre mondiale avec l'Occupation puis l'incendie partiel de la bibliothèque alors établie au château de Vincennes¹⁶.

La « contre-documentation » comme politique d'établissement ? Exils « de l'Est » et dissidences des années 1950 aux années 1980

Françoise de Rivière, épouse Michaut, résistante sous le pseudonyme de « Thérèse », avait collaboré avec la BDIC où elle avait déposé sa collection de tracts et faux papiers. Elle avait suivi en 1954 son mari, attaché militaire en URSS, n'oubliant pas d'expédier de Moscou les ouvrages trouvés en « furetant » dans les librairies ou chez les bouquinistes. Elle dirigea le Service slave entre 1960 et 1969 puis, après un second séjour en URSS, entre 1975 et 1980, date à laquelle Hélène Kaplan, qui l'avait suppléée pendant son congé, lui succéda. Hélène Kaplan marqua les quinze années suivantes par sa personnalité intellectuelle, son engagement et son influence institutionnelle. Elle put recruter des conservateurs et conservatrices de bibliothèques compétents par secteurs géo-linguistiques, créant notamment un actif « secteur polonais » longtemps animé par Jean-Claude Famulicki. La BDIC se distingua par sa collaboration de longue durée avec le Comité d'aide exceptionnelle aux intellectuels réfugiés (CAEIR), au sein duquel Hélène Kaplan s'engagea activement. Dans la lignée des années 1930, puis de l'organisation de « l'entraide universitaire » en direction des étudiants réfugiés, le CAEIR s'employa à partir de 1951 à soutenir les exilés politiques diplômés, sous l'égide d'abord du Secours catholique, puis du ministère des Affaires étrangères. Avant l'arrivée d'exilés d'Amérique latine, l'Europe communiste constituait le vivier privilégié

15. *Catalogue méthodique du fonds russe de la bibliothèque*, rédigé par Alexandra Dumesnil, avec la collaboration de Wilfrid Lerat. Introduction par Camille Bloch, Paris, Alfred Costes, 1932.

16. Anne-Marie Pavillard, « Les bibliothécaires de la BDIC sous l'Occupation », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 100, 2010/3, p. 32-41 ; Geneviève Dreyfus-Armand, « Collections et archives privées de la BDIC », *Bulletin de l'Institut d'Histoire du Temps Présent*, 60, 1995, p. 57-72.

du CAEIR, administré pendant de longues années par Hélène Goriely, épouse du journaliste, critique littéraire et écrivain russe émigré Benjamin Goriély, et soutenu par le diplomate François de Liencourt, spécialiste de l'Europe centrale et orientale¹⁷. La BDIC accueillit ainsi notamment dans les années 1970 et 1980 Klara Balassa, ancienne secrétaire à l'ambassade de Yougoslavie à Budapest, victime des procès de 1949 et qui avait fui la Hongrie au milieu des années 1960, puis Vitali Statzynsky, illustrateur de renom de la presse pour enfants soviétique, contraint d'émigrer dans les années 1970. L'affectation d'une réfugiée qui avait fui l'Afghanistan envahi par l'Armée rouge marqua un ultime paradoxe de l'impact de la géopolitique sur l'organisation du service toujours familièrement désigné comme « slave ». Alexandre Goriounov, brillant physicien soviétique qui avait été cantonné à un poste subalterne en raison des discriminations antisémites, puis menacé pour l'aide apportée aux dissidents, fut le dernier arrivé dans ce cadre en 1989¹⁸.

Comment travailler en direction de l'Union soviétique et l'Europe socialiste désormais désignée comme « de l'Est » ? Un travail minutieux avec des librairies spécialisées telles que « Le bibliophile russe » permit de reconstituer une partie des pertes en Rossica et Slavica dues à l'incendie de 1944, y compris parmi les publications émigrées. L'investissement des grandes institutions étatsuniennes dans une collecte elle aussi politisée par la guerre froide lançait un nouveau défi aux bibliothèques françaises, d'autant que naissaient en Europe des institutions spécialisées, comme l'International Institute of Social History, puis le Centre de recherche sur l'Europe de l'Est (Forschungsstelle Osteuropa, FSO) à l'Université de Brême en Allemagne. Les archives de la BDIC témoignent de la sensibilité à cette lacune en France, même si les tentatives pour créer un « centre des activités des émigrés russes », selon l'expression d'Alexandra Dumesnil, ou de mettre en réseau les bibliothèques et les chercheurs avec l'aide de la Maison des sciences de l'homme, restèrent sans lendemain.

17. Hélène Kaplan, « Le Comité d'aide exceptionnelle aux intellectuels réfugiés », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 44, 1996, p. 59-62. Voir également les *Cahiers du monde russe et soviétique*, *Hommage à F. de Liencourt*, 7-3, 1966.

18. Carole Ajam, « Vie et illustration de Vitaly Statzynsky (1928-2010), notre ancien collègue et ami », *Journal de la BDIC*, 28, février 2011 et informations transmises par les anciens du Service slave.

Comme la BnF et les bibliothèques universitaires ou spécialisées de l'École des langues orientales devenue INALCO, ou de l'Institut d'études slaves, la BDIC développa des réseaux institutionnels d'achat et d'échange d'ouvrages et de périodiques avec le bloc socialiste. Il fallait tenir compte des spécificités de la chaîne éditoriale, de la production du papier à l'exportation et l'importation, de l'organisation spécifique de bibliothèques marquée par l'étatisation, la censure des publications intérieures et étrangères, une bibliothéconomie politisée, les phénomènes de pénuries et de marché noir¹⁹. Il resterait à analyser plus précisément la collecte parallèle des publications non officielles ou exilées et, en parallèle, l'évolution des mots clefs du fichier, progressivement remplacé à partir des années 1980 par le langage d'indexation RAMEAU, en fonction des réseaux personnels des membres du service et d'une politisation relue par la mémoire. Les souvenirs d'Hélène Kaplan divergent ainsi de ceux de Sonia Combe, qui dirigea le Service allemand. La première déclarait ainsi :

Il y a eu évidemment beaucoup de divergences, surtout chez les « réfugiés chômeurs intellectuels » qui étaient par définition des réfugiés politiques, de tous pays et de tout bord également. Mais cela n'avait pas une grande importance, ils ne le manifestaient pas au travail. D'ailleurs j'ai souvent entendu le personnel non « réfugié » dire qu'il appréciait cette ambiance plutôt internationale, qui ouvrait des horizons.

La seconde, à l'inverse, décrivait la situation suivante :

À l'époque, l'établissement était scindé en deux blocs, au sens propre du terme, un service dit « slave » englobait, exact reflet de la division du monde, tous les pays sous la domination soviétique, dont aucun ne se rebellait, et le reste du monde. [...] Ce phénomène d'identification à son « bloc » par chaque responsable d'une aire géo-

19. Fabrice Forest & Anne Kupiec, « Livre, édition, bibliothèques, lecture durant la guerre froide », *Bulletin des bibliothèques de France*, 5, 1998, p. 99-102 ; Hermina G. B. Anghelescu & Martine Poulain (éd.), *Books, Libraries, Reading & Publishing in the Cold War*, Washington D. C., Washington D. C. Center for the Book, Library of Congress, 2002 ; S. Coeuré, « Documentation et géopolitique : la BDIC de la Russie à l'URSS et retour (1817-1991) », art. cit., d'après les archives de LC.

politique (je crois me souvenir qu'elles se saluaient à peine) avait des répercussions jusque dans le traitement des ouvrages²⁰.

Le Service fut déçu par le peu de réponses aux sollicitations directes adressées aux ex-Soviétiques qui avaient été prisonniers de guerre ou « personnes déplacées » en 1939-1945. Cette « deuxième vague » de l'émigration comprenait de fait beaucoup moins d'intellectuels, davantage aussi de femmes et d'hommes plus soucieux de discrétion que d'organisation collective. Faute de moyens et de politique dédiée, la BDIC refusa également à l'époque plusieurs dons d'archives de la première émigration blanche, qui partirent aux États-Unis ou à Londres, tout en restant attentive à documenter les tensions internes au bloc et les oppositions au communisme²¹. C'est sous la direction de Véronique Blum, qui organisa de 1972 à 1984 la nouvelle configuration séparant la bibliothèque à Nanterre et le musée aux Invalides, que fut amorcée une nouvelle rencontre avec la documentation non officielle à l'Est et en exil. Les évolutions intérieures, la répression politique et culturelle, mais aussi les circulations facilitées par la Détente faisaient émerger toujours plus de documentation, qu'elle soit désignée comme oppositionnelle, dissidente, *underground*, ou « pensant autrement » (*inakomyslyashchie* en russe). À la direction de la BDIC, Joseph Hue et Geneviève Dreyfus Armand accompagnèrent et encouragèrent cette fois ouvertement la collecte de cette « troisième vague », renforçant la réputation de la BDIC dans la « veille documentaire » du contemporain, comme centre de recherche international dans le domaine des exils politiques (également espagnol et latino-américain) et d'expertise dans les langues rares d'Europe « de l'Est ». Dans son rapport pour l'année 1983, Hélène Kaplan évoquait ce lien avec l'actualité, cette « démarche particulière, compliquée par la nature des pays dont nous nous occupons », ce « travail très délicat et très long » pour acquérir des fonds uniques de documents « hors censure », et des « Samizdat » (*sic* pour samizdat, ou autoédition). Dans le même temps, la BDIC complétait ses collections imprimées. L'absence d'archives ouvertes aux chercheurs étrangers poussait à rechercher, davantage

20. Témoignage cité d'Hélène Kaplan et Sonia Combe. Voir « Prologue » in *D'Est en Ouest, retour à l'archive*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2013 (rédigé en 2005-2006), p. 7-18.

21. Voir Sarolta Benezra & Paul Gradwohl, « Budapest 1956 dans les collections de la BDIC », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 83, 2006, p. 12-22.

que pour d'autres pays, les « ouvrages à caractère de source » : recueils de documents officiels, mais aussi témoignages, biographies et même romans publiés à l'étranger. Alors que le fichier URSS – Politique intérieure incluait depuis longtemps une catégorie explicitement intitulée « camps et prisons », l'importance de la collection de témoignages sur le Goulag et la répression fut reconnue en Russie même par la jeune association Memorial, aux débuts de la Perestroïka²². Au même moment, Hélène Kaplan initia la collecte d'un important fonds de presse « informelle » ou « indépendante », récemment autorisée en URSS²³.

La collecte continuait à s'appuyer sur des opportunités et des contacts renouvelés avec les exilés « de l'Est », quand toutefois ils n'avaient pas leur propre documentation communautaire, ancienne ou plus récente, telle celle que rassembla l'association Institut littéraire Kultura, créée après la guerre et devenue le cœur de l'émigration polonaise²⁴. En 1985, la BDIC servit de base institutionnelle et logistique à l'association Mémoire grise à l'Est, fondée par un groupe de chercheurs et de bibliothécaires, universitaires ou « hors institution », tous « concernés par le monopole d'État sur la mémoire » ses « limites documentaires » et la nécessité de collecter la « mémoire vivante et multiple » des acteurs ou victimes des événements dans les sociétés est-européennes après 1917 pour l'URSS et après 1945 pour l'Europe centrale et orientale. Il s'agissait de se rendre sur place et de collecter ou créer des archives orales (enregistrements des réunions de Solidarność, témoignages), de rassembler indifféremment les imprimés et les archives privées (lettres, journaux intimes), de compléter les fonds « slaves » par une collecte d'archives, comprenant aussi des archives de

22. Hélène Kaplan, « Entretien avec Veniamin Iofé, président de l'Association "Le Mémorial" de Leningrad », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 19, 1990, p. 15-22 ; Elena Dundovich, Francesca Gori & Emanuela Guercetti (éd.), *Reflections on the Gulag*, Milan, Feltrinelli, 2001, avec une bibliographie réalisée par Hélène Kaplan.

23. Archives de LC, Service slave, Table ronde « La nouvelle presse russe », 1993 ; Alexis Ligotski, « La presse informelle de la Perestroïka désormais accessible dans le SUDOC », *Journal de la BDIC*, 42, 2017, p. 9.

24. Halina Franchet-Guzal, *L'édition polonaise en France*, DESS, ENSB, 1988-1989 ; Anna Bernhardt, Anna Ciesielska-Ribard & Iwona H. Pugaczewicz (éd.), *Penser la démocratie et agir en exil. Les leçons de Jerzy Giedroyc et de Kultura, 1947-2000*, Paris, Kultura et Sorbonne Université, 2023, particulièrement le chapitre 4, « Les supports de la pensée libre ».

l'émigration ukrainienne et géorgienne en France dans l'entre-deux-guerres²⁵.

Réflexions sur la conscience documentaire des exils à partir du projet DISSINVENT

La période de la fin des années 1980 et de la première moitié des années 1990 fit entrer l'ancien empire soviétique et l'Europe qu'on ne disait plus « de l'Est » dans un régime documentaire post-communiste, caractérisé par la diversité des politiques d'archives et de bibliothèques dans chaque contexte national, l'ouverture de centres d'archives publics ou privés dédiés à la mémoire des répressions, la multiplication des projets de « rapatriement » des collections exilées abritées en Europe occidentale vers le lieu de naissance de leur producteur (mais non le lieu de provenance des collections), en Russie ou en Europe centrale et orientale. Au même moment, la digitalisation accélérée des inventaires et de nombreux documents, ainsi que la démultiplication des supports et de leur circulation modifiaient profondément la relation au patrimoine documentaire, dans ses dimensions matérielles, classificatoires et politiques. L'association Mémoire grise à l'Est était dissoute, les dons en provenance de l'émigration d'Europe centrale et orientale ralentissaient à la BDIC. En 2000, la création d'un service d'archives à la suite de l'arrivée de l'important fonds de la Ligue des droits de l'Homme, spolié par les Nazis puis par les Soviétiques et restitué par la Russie, bénéficia au traitement rétrospectif des archives de l'émigration russe des années 1920 aux années 1980²⁶.

La sensibilité au rôle qu'avaient joué dans la disparition de l'URSS et des démocraties populaires les communautés exilées et dissidentes

25. Archives de la Contemporaine, fonds Hélène Kaplan, carton « Mémoire grise à l'Est » et fonds « Mémoire grise à l'Est », 247 entretiens, 600 heures d'enregistrements sur cassettes audio. Hélène Kaplan & Jean-Charles Szurek (éd.), *Mémoires en bataille. Histoire et mémoire en URSS et en Europe de l'Est*, Paris, BDIC-IMSECO, 1989 ; Hélène Kaplan, « Association "Mémoire grise à l'Est" », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 24, 1991, p. 48-50 ; Sonia Combe, « Une association en terre d'aventure : La Mémoire grise à l'Est 1985-1995 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 69, 2003, p. 26-32.

26. Sonia Combe & Grégory Cingal, *Retour de Moscou. Les archives de la Ligue des droits de l'homme, 1898-1940*, Paris, La Découverte – BDIC, 2004 ; Sonia Combe, « Archives et bibliothèques, un nouveau défi », *Bulletin des bibliothèques de France*, 4, 2006, p. 58-64.

et la circulation clandestine de documentation d'un bloc à l'autre, de même que la prise de conscience de la fragilité de la mémoire de ces trois générations émigrées ont favorisé depuis les années 2000 la mise en place et le financement d'enquêtes collectives : à Moscou le travail sur les samizdats de l'association Memorial ; à Toronto le Project for the Study of Dissidence and Samizdat/The Dissident Legacy: A Critical Examination ; à Florence et Pise le projet Free Voices in the USSR and their Echo in the West ; au niveau européen le projet Cultural Opposition – Understanding the Cultural Heritage of Dissent in the Former Socialist Countries (COURAGE) ; à Paris le projet NUMERISLAV de l'Institut d'études slaves de Paris et du laboratoire EUR'ORBEM. Leur point commun est de combiner, avec des variables différentes, l'identification des collections avec la diffusion en ligne des inventaires, des descriptions, voire de documents numérisés, en dynamique avec l'active historiographie émergente des cultures dissidentes et de l'exil « de l'Est ». C'est dans cette inspiration que s'est inscrit le projet DISSINVENT, porté par le réseau CollEx Persee, La Contemporaine et l'Université Paris Cité en 2020-2022²⁷. À partir de la constatation de l'absence persistante d'un centre documentaire et d'un réseau spécialisé en France, pourtant terre d'asile pour les « vagues » successives d'exil et de dissidence de Russie, d'Union soviétique et d'Europe centrale et orientale, il s'agissait d'abord de rendre visibles des collections rares et qui restaient méconnues, et de sensibiliser à l'importance de leur versement.

La cinquantaine de fonds identifiés par le projet interroge, à la BDIC et au-delà, cette documentation en partie oubliée en même temps que s'efface la mémoire et le sens du rôle politique et culturel des exilés « de l'Est » et de leurs soutiens en Occident²⁸. Toute la chaîne documentaire est à observer, depuis la production clandestine de documentation, les gestes de sauvetage des papiers et des ouvrages inter-

27. Sophie Coeuré & Valérie Tesnière (éd.), « DISSINVENT. Dissidences de l'Est en exil : inventaire, histoire, pratiques documentaires », art. cit. ; Anna Sidorevich, « Histoire, archives et mémoires des dissidents et exilés de l'URSS et de l'Europe socialiste en France (1945-1991) », 20 & 21. *Revue d'histoire*, 156-4, 2022, p. 231-234.

28. Marion Labej, « Les archives de l'exil et de la dissidence de l'Europe de l'Est socialiste en France : fonds identifiés dans le cadre du projet DISSINVENT », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 145-146, p. 123-145.

aits, symétriques de l'archivage répressif par les polices politiques, leur transmission, le rôle des passeurs de statuts divers et des associations, les solidarités diplomatiques ou militantes, françaises et transnationales²⁹. La naissance d'une nouvelle documentation en exil s'observe depuis des itinéraires individuels, mais fut aussi liée à ces associations de soutien, à des universités et des maisons d'édition. Le phénomène fréquent de documents emboîtés, sauvés et conservés par une personne qui ne les avait pas produits, éclaire l'expérience de l'exil. Comment des lettres d'émigrés russes adressées à Pavel Milioukov dans les années 1936-1940 se retrouvèrent-elles dans le fonds Hélène Kaplan à La Contemporaine ? Pourquoi le communiste oppositionnel yougoslave Anton Ciliga avait-il conservé précisément tel bulletin de l'opposition trotskiste en russe ? Bien d'autres questions sont posées par la conservation et l'indexation d'une documentation fragile, hétérogène, qui brouillait les catégories géolinguistiques et les typologies, de la cassette audio au samizdat. La conservation ou la perte mettaient en jeu des moyens matériels, des mémoires militantes et familiales souvent saturées d'émotions et de conflictualités, la sensibilité politique et patrimoniale. Que faire des bibliothèques d'universitaires slavistes et historiens « du bloc » ? Qui furent, qui sont et qui seront les lecteurs de ces collections ?

Si la notion de « contre-archives » semble actuellement surtout utilisée, dans la lignée de Michel Foucault, pour désigner l'archivage alternatif de cultures souterraines et oppositionnelles, décentralisées, non conventionnelles quant à leurs supports³⁰, cet article souhaite pour conclure mettre en avant la notion de « contre-documentation » comme un geste plus large, sans opposer terme à terme les institutions publiques et les gestes militants, prenant en compte les déplacements et les exils documentaires transnationaux, ouvrant aux comparaisons

29. Voir récemment Hélène Camarade, Xavier Galmiche & Luba Jurgenson (éd.), *Samizdat. Publications clandestines et autoédition en Europe centrale et orientale (années 1950-1990)*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2023. Bent Boel, "Who Helped the Soviet Bloc Dissidents? Western Subversive Encounters Beyond the Iron Curtain During the Cold War: Narratives, Approaches, Puzzles", *Cold War History*, 2024, p. 1-34.

30. Klavdia Smola, Ilya Kukulin & Annelie Bachmaier (éd.), *(Counter-)Archive: Memorial Practices of the Soviet Underground*, Londres, Palgrave Macmillan, 2024.

entre les socialismes d'État et les espaces colonisés, des « Suds » comme de l'empire soviétique et russe.

Université Paris Cité, UMR 8264 ECHELLES